

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

## Décret n°XXX-2021 du XX XXX 2021

relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de médecine

NOR :

***Publics concernés :** les établissements de santé actuellement autorisés à l'activité de soins de médecine, les autres titulaires d'autorisation d'activités de soins, les agences régionales de santé, les patients.*

***Objet :** définition des conditions techniques de fonctionnement de l'autorisation d'activité de soins de médecine.*

***Entrée en vigueur :** les conditions techniques de fonctionnement entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2023.*

***Notice :** ce décret fixe les conditions techniques de fonctionnement pour l'activité de soins de médecine.*

***Références :** le texte créé par le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance - <http://www.legifrance.gouv.fr>*

### Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.6121-1, L.6124-1 et R.6122-25 ;

Vu l'ordonnance 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification au régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu le décret n°XXX-2021 du XX XXXX 2021 relatif aux conditions d'implantation de l'activité de médecine et abrogeant l'article R. 6113-13 du code de la santé publique ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis du Comité national de l'organisation sanitaire en date du ;

**Décrète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

A la section première du chapitre IV du titre II du livre I<sup>er</sup> de la sixième partie du code de la santé publique, il est inséré une sous-section XX ainsi rédigée:

« *Sous-section [XX]*

« *Activité de médecine*

« *Art. D. 6124-(1).* – I.- L'unité d'hospitalisation à temps complet ou à temps partiel en médecine est constituée des secteurs suivants :

« 1° Un secteur de chambres d'hospitalisation permettant la surveillance et les soins dans des conditions adaptées à la pathologie et à l'âge, dans le respect de l'intimité et de la confidentialité;

« 2° Un espace d'accueil et de détente pour les familles et les proches des patients, situé au sein ou à proximité du secteur mentionné au 1°.

« II – L'unité d'hospitalisation à temps partiel est distincte de l'unité d'hospitalisation à temps complet.

Une charte de fonctionnement décrit les fonctions et les tâches de l'équipe pluridisciplinaire dédiée aux prises en charge en hospitalisation à temps partiel.

Lorsqu'une unité d'hospitalisation à temps complet est située à proximité d'une unité d'hospitalisation à temps partiel et que des membres de l'équipe de cette unité sont formés aux prises en charge en hospitalisation à temps partiel, l'organisation des ressources humaines des deux unités peut être mutualisée.

« *Art. D. 6124-(2).* – L'activité de médecine pour les adultes est assurée, dans une ou plusieurs unités d'hospitalisation, par une équipe pluridisciplinaire, éventuellement spécialisée, composée pour chaque unité d'au moins :

« 1° Un médecin avec une compétence spécialisée adaptée aux prises en charges effectuées au-delà de la polyvalence ;

« 2° Un infirmier diplômé d'Etat ;

« 3° Un aide-soignant ;

« 4° En tant que de besoin, tout autre professionnel nécessaire à la prise en charge du patient

« *Art. D.6124-(3).* – I.– La permanence médicale prévue à l'article R. 6123 (6) est assurée par un médecin sur site ou par astreinte opérationnelle dans des délais d'intervention compatibles avec les impératifs de sécurité des soins.

« II. – La continuité des soins prévue à l'article R. 6123 (7) est assurée au sein de l'unité d'hospitalisation à temps complet par au moins un infirmier diplômé d'Etat et un aide-soignant.

« Les effectifs sont adaptés au nombre de patients hospitalisés et à la charge en soins.

« *Art. D.6124-(4).* – L'établissement de santé organise l'accueil, l'information et le soutien des familles et des aidants des patients, en cas de besoin avec le concours d'un psychologue ou d'un psychiatre.

« *Art. D.6124-(5).* – I – L'unité d'hospitalisation à temps complet ou à temps partiel pour les enfants et adolescents, est constituée, outre les dispositions de l'article *D.6124-(1)*, d'un espace de vie réservé aux enfants et adolescents hospitalisés, avec un environnement adapté à leurs besoins affectifs, ludiques, éducatifs et scolaires.

70 « II. – Afin d'éviter toute séparation pendant la durée du séjour en hospitalisation à  
71 temps complet, l'un des parents ou son substitut peut rester auprès de l'enfant jour et nuit, en  
72 tenant compte des règles de vie et de fonctionnement de l'unité. L'équipe est formée à répondre  
73 aux besoins psychologiques et émotionnels des enfants et de leur famille.

74 « III. – Le maintien des liens extérieurs notamment pour la poursuite de la scolarité est  
75 facilité par la mise à disposition de moyens de communication.

76 « Art. D. 6124-(6).– Le circuit de prise en charge des enfants et adolescents en unité  
77 d'hospitalisation de médecine est organisé en lien avec le service des urgences pédiatriques,  
78 lorsqu'il existe sur le même site.

79 « En cas de création, de reconstruction d'un secteur d'hospitalisation en médecine  
80 pédiatrique, les locaux qui le composent sont implantés dans le même bâtiment et à proximité  
81 du service des urgences pédiatriques, lorsqu'il existe sur le même site.

82 « Art. D. 6124-(7). – L'activité de médecine pédiatrique est assurée, dans une ou  
83 plusieurs unités d'hospitalisation, le cas échéant dédiées aux patients d'une spécialité médicale,  
84 par une équipe pluridisciplinaire comprenant au moins :

85 « 1° Un pédiatre ;

86 « 2° Un infirmier diplômé d'Etat expérimenté en pédiatrie ;

87 « 3° Un aide-soignant ;

88 « 4° Un auxiliaire de puériculture ;

89 « 5° En tant que de besoin, tout autre professionnel nécessaire à la prise en charge du  
90 patient et en fonction de son âge.

91 « Art. D. 6124-(8).– I.– Pour les prises en charge des enfants et adolescents, la  
92 permanence médicale prévue à l'article R. 6123 (6) est assurée, sur site ou par astreinte  
93 opérationnelle dans des délais d'intervention compatibles avec les impératifs de sécurité, par  
94 un pédiatre ou un médecin avec une compétence pédiatrique.

95 « II.– La continuité des soins prévue à l'article R. 6123 (7) est assurée par la présence  
96 dans l'unité d'hospitalisation à temps complet d'au moins un infirmier diplômé d'Etat  
97 expérimenté en pédiatrie et un aide-soignant. Les effectifs sont adaptés au nombre de patients  
98 hospitalisés et à la charge en soins.

99 « Art. D. 6124-(9).– I– L'équipe pluridisciplinaire d'une unité de médecine pédiatrique  
100 est formée à répondre aux besoins psychologiques de développement de l'enfant et l'adolescent.  
101 Elle peut contribuer à des programmes d'éducation thérapeutique.

102 « II.– Le titulaire organise l'accueil, l'information et le soutien des parents, en lien avec  
103 l'assistant social et le psychologue et, en tant que de besoin, avec le concours d'un  
104 pédopsychiatre.

105 « III.– Lorsque l'établissement est titulaire d'une autorisation de médecine limitée à la  
106 population adulte , à titre exceptionnel et de manière temporaire, il peut admettre un adolescent  
107 de seize ans et plus dans une unité d'hospitalisation de médecine du site, dans une chambre qui  
108 lui est dédiée.. Il organise le recours, en tant que de besoin, à tout professionnel nécessaire à sa  
109 prise en charge.

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2023.

### Article 3

Le ministre des solidarités et de la santé est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Le ministre des solidarités et de la santé,

Olivier VÉRAN